



N°50 – Du 9 au 15 décembre 2022

Zoom – Conclusion de l'accord politique UE-Chili : de nouvelles opportunités économiques pour les entreprises françaises

Le 9 décembre, après cinq ans de négociations, la conclusion politique de la modernisation de l'accord d'association UE-Chili a été annoncée par les autorités chiliennes, représentées par Antonia Urrejola, la ministre des Affaires étrangères chilienne, et les autorités européennes, représentées par Valdis Dombrovskis, le vice-président exécutif de la Commission européenne, ainsi que Josep Borrell, le Haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. La conclusion politique de cet accord ouvre dès lors une phase de toilettage juridique des textes d'environ six mois, puis une phase de traduction. Ce n'est qu'après ces travaux, sans doute vers la fin de l'année 2023, que le Conseil de l'Union européenne donnera son autorisation pour la signature de l'accord. Par la suite, le Parlement européen devra approuver le texte avant qu'un accord intérimaire de commerce entre en vigueur, dans l'attente de la ratification de l'accord global par les divers parlements nationaux (en vertu des dispositions relatives à l'investissement, qui relèvent des compétences partagées). En tout état de cause, cet accord est porteur de nouvelles opportunités pour les entreprises françaises, sur le plan des marchés publics, du commerce et des investissements. En octroyant des conditions d'accès aux marchés publics chiliens plus ambitieuses qu'auparavant, l'accord modernisé bénéficiera à ces entreprises, principalement dans les activités liées à l'électricité, l'environnement (traitement des déchets et eaux), les transports publics et celles liées à la transition énergétique, dans lesquelles les entreprises françaises sont particulièrement performantes. L'accord modernisé devrait également contribuer à renforcer l'excédent commercial qu'entretient la France avec le Chili, de 129 MEUR en 2021. Il permettra notamment l'élimination des droits de douane restants – à l'exception du sucre – pour les exportations de la France à destination du Chili. De plus, l'accord assurera une meilleure protection des investissements ainsi que des droits de propriété intellectuelle, y compris vis-à-vis des indications géographiques (IG), dont 41 françaises. Les investisseurs de l'Union européenne au Chili se verront également garantir le même traitement que celui dont bénéficie les investisseurs chiliens, notamment dans le secteur de l'énergie et des matières premières, et vice versa. En outre, l'Union européenne a obtenu la garantie que les autorisations d'exploration ou de production de biens énergétiques et matières premières – y compris les concessions minières – seront administrées selon une procédure publique et non-discriminatoire. Cela permettra ainsi d'assurer un accès équitable entre les opérateurs européens et étrangers dans l'octroi de concessions minières.

LE CHIFFRE À RETENIR

129

Solde commercial
des biens franco-
chilien en faveur de
la France en 2021
(MEUR)

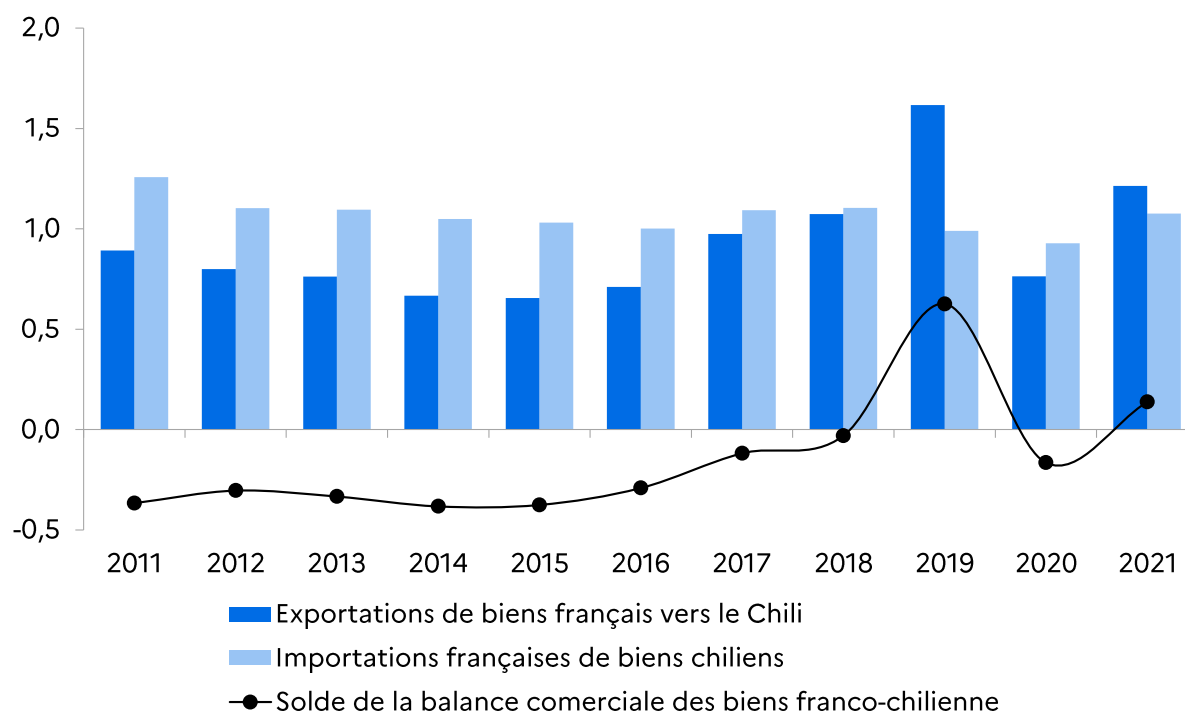
Principaux indicateurs macroéconomiques

	Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels - 2021				
Croissance du PIB réel	10,4%	11,7%	4,2%	4,4%
Inflation (fin de période)	50,9%	7,1%	6,8%	8,0%
Solde budgétaire (% du PIB)	-4,3%	-7,7%	-3,7%	-4,2%
Dette publique (% du PIB)	80,9%	36,3%	33,8%	73,3%
Solde courant (% du PIB)	1,4%	-6,7%	0,8%	-1,8%
Dette extérieure (% du PIB)	58,3%	84,4%	49,9%	77,1%
Prévisions et anticipations - 2022				
Croissance du PIB réel - FMI	4,0%	2,1%	0,2%	5,3%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	5,3%	2,5%	0,2%	5,2%
Inflation (fin de période) - Agents économiques	99,0%	12,6%	8,6%	9,0%
Pour mémoire				
PIB nominal de 2021 (Mds USD)	486,7	316,8	38,8	59,3
Population (millions)	47,3	19,8	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Chili – Commerce franco-chilien de biens (Md EUR)



Sources : Douanes françaises, SER Buenos Aires

ARGENTINE

La croissance du PIB est restée résiliente au 3^{ème} trimestre de 2022 et l'inflation montre des signes de ralentissement

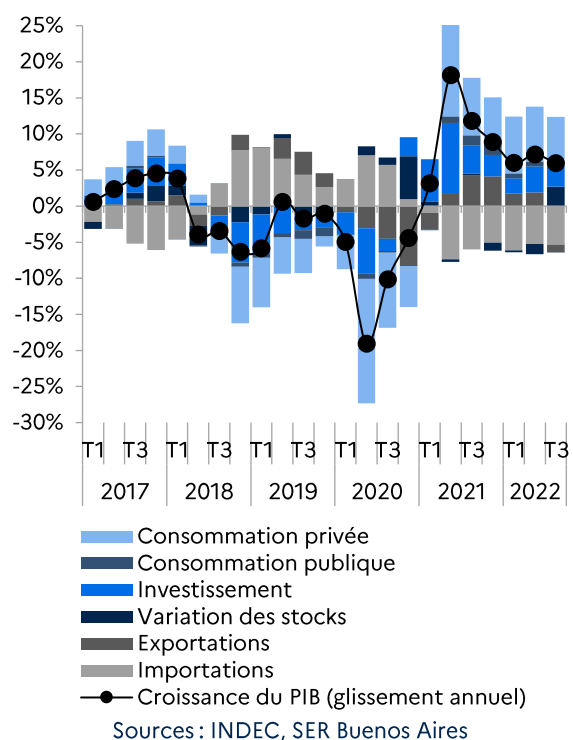
Au 3^{ème} trimestre de 2022, comme anticipé par les agents économiques, le PIB argentin a progressé de près de 1,7 % en désaisonnalisé par rapport au 2^{ème} trimestre (après +1,0 % au 1^{er} trimestre et + 1,0 % au 2^{ème} trimestre). La consommation privée a été relativement résiliente (+ 1,4 % après + 2,1 % le trimestre précédent), comme les importations (+2,0%). Les exportations (-3,7 %), la consommation publique (- 1,7 %) et l'investissement (-0,8 % après + 6,3 % le trimestre précédent) ont contribué négativement à la croissance.

En glissement annuel, le PIB a enregistré une croissance de 5,9% au 3^{ème} trimestre de 2022 (après + 7,1 % au 2^{ème} trimestre + 6,0 % au 1^{er} trimestre), surtout portée par la demande interne. En effet, la consommation privée (+ 10,2 % après + 10,9 % au 2^{ème} trimestre) est restée élevée, tout comme l'investissement (+ 14,0 % après + 19,1 %) et la demande pour les biens et services importés (+ 21,0 % après + 23,1%), principalement énergétiques au cours de l'hiver austral. La consommation publique (- 0,1 % après + 5,0 %), ainsi que les exportations (- 4,6 % après + 9,2 %), ont très fortement ralenti, répondant à l'ajustement budgétaire entrepris au 3^{ème} trimestre et à celui de la demande externe.

Côté offre, les secteurs les plus dynamiques et qui ont porté la croissance du PIB au 3^{ème} trimestre ont été l'industrie manufacturière (+ 6,4 % sur un an), mais aussi le commerce (+ 7,3 %), suivi du secteur des transports et

des communications (+ 8,3 %), de l'activité minière (+ 14,4 %), de l'hôtellerie et de la restauration (+ 37,3 %) et de la construction (+ 5,5 %). Le secteur agricole a enregistré un recul d'activité sur la période (- 0,8 %).

Croissance du PIB et contributions des composantes de la demande



La résilience de la croissance s'accompagne, plus récemment, de signes de ralentissement de l'inflation. En effet, alors que les agents économiques tablaient sur une inflation mensuelle à 6,1% en novembre, celle-ci s'est élevée à 4,9%, soit 1,2 point de pourcentage en dessous de leurs anticipations et bien inférieure aux mois précédents (+ 7,0 % en août, + 6,2 % en septembre et + 6,3 % en octobre). Il s'agit dès lors du taux d'inflation mensuel le plus faible depuis février 2022.

Les prix des produits saisonniers ont ainsi progressé de près de 4,1 % en novembre (après + 9,0 % en octobre) et les prix régulés

de 6,2 % (après + 7,4 %), reflétant la poursuite de la mise en place de la segmentation des tarifs de l'électricité, du gaz et de l'eau, qui a été convenue avec le FMI et qui se traduit par le retrait d'une partie des subventions destinées aux ménages. Enfin, de son côté, l'inflation sous-jacente s'est élevée à 4,8 % (après + 5,5 %).

En glissement annuel, l'inflation s'est élevée à 92,4 % en novembre (après + 88,0 % le mois précédent). En cumulé depuis le début de l'année, elle s'est élevée à 85,3 %. Les agents économiques anticipent donc une inflation à 99,7 % en fin de période en 2022 et 99,0 % en 2023.

Le 2^{ème} tronçon du gazoduc Néstor Kirchner serait financé par la Banque brésilienne de développement (BNDES) et la Banque de développement d'Amérique latine (CAF)

Lors du jour du pétrole, qui est célébré le 12 décembre pour commémorer la découverte du pétrole en Argentine dans la province de Chubut, à Comodoro Rivadavia en 1907, la secrétaire d'État à l'Énergie, Flavia Royón, a annoncé la conclusion d'un accord avec la BNDES, qui désigne la Banque brésilienne de développement, pour un financement de près de 689 MUSD de la deuxième tranche du gazoduc qui reliera la zone de production d'hydrocarbures de schiste à Neuquén, dans le centre de l'Argentine, au Nord du pays.

Par ailleurs, un accord pour un financement complémentaire à hauteur de 540 MUSD aurait également été signé début décembre avec la CAF, la Banque de développement d'Amérique latine.

Cette deuxième étape, qui vise à connecter la ville de Saliquelló située dans la province de Buenos Aires avec la ville de San Jerónimo, dans la province de Santa Fe, permettra de fournir de gaz au Nord argentin, mais aussi d'augmenter les exportations énergétiques vers les pays de la région, au premier rang desquels le Brésil. L'achèvement de cette 2^{ème} tranche est pour l'instant prévu pour la mi-2024. Le gazoduc dans son ensemble doit permettre d'augmenter de près de 35 % la production de gaz du pays.

CHILI

Engie se renforce dans les énergies renouvelables en lançant la construction d'un des plus grands sites de stockage d'électricité d'Amérique latine

En accompagnement des projets d'énergie renouvelable destinés tant à se substituer aux diverses unités de génération électrique thermiques qu'à alimenter les électrolyseurs des mégaprojets de production de GH2, le Chili s'est récemment doté d'une nouvelle loi sur le stockage de l'énergie.

Ainsi, s'inscrivant dans ce nouveau cadre, le groupe français Engie vient d'annoncer un important investissement qui sera destiné à venir compléter les unités de production électriques, solaires ou éoliennes, par des batteries de stockage d'énergie.

Il sera situé au sein du champ solaire PV Coya qu'Engie s'apprête à mettre en exploitation, à Maria Elena, dans la région d'Antofagasta au Nord du pays. D'une capacité de 638 MWh, les batteries devraient normalement entrer en fonctionnement dès l'année 2024,

la construction du projet étant lancée dès le mois de décembre 2022.

Le projet utilisera des batteries au lithium de l'entreprise chinoise Sungrow Power Supply et l'installation doit permettre de fournir 200 GWh/an au réseau électrique chilien. Il s'agit dès lors d'un changement d'échelle sur cette technologie d'avenir pour Engie, qui dispose déjà d'une installation pilote de ce type à Arica, à l'extrême Nord du pays, mais d'une capacité nettement moindre (2 MWh).

De surcroît, dans le cadre d'un plan de déploiement de 2 GW de nouvelles capacités d'énergies renouvelables, le groupe français a déployé, au cours de l'année écoulée, deux nouvelles unités de génération électrique additionnelles à PV Coya (Tamaya, 114 MW en solaire, et Calama, 151 MW en éolien). De plus, deux autres unités, Capricornio (88 MW, solaire) et San Pedro (101 MW, éolien) sont aussi sur le point d'entrer en service, Engie espérant atteindre une capacité de 800 MW en énergies renouvelables fin 2022.

La chute des exportations de cuivre au 3^{ème} trimestre de 2022 a renforcé les déséquilibres externes

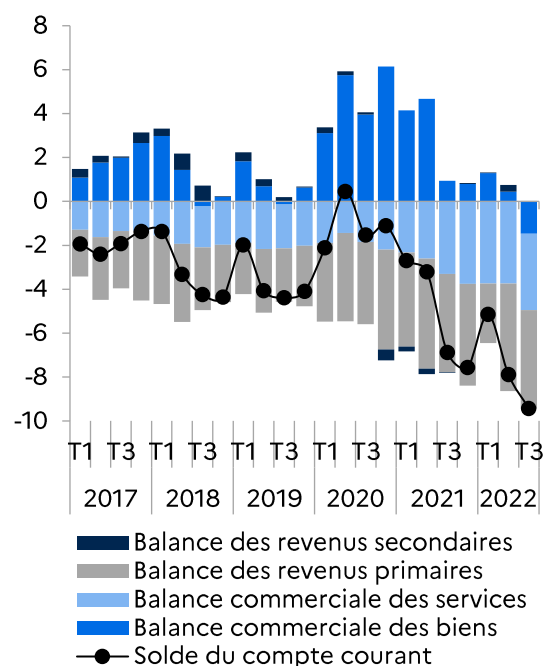
Au 3^{ème} trimestre de 2022, le compte courant a enregistré un déficit de 9,4 Mds USD (9,9% du PIB trimestriel), déficit qui n'a cessé de se creuser depuis deux trimestres (-7,9 Mds USD au 2^{ème} trimestre et environ -5,1 Mds USD au 1^{er} trimestre).

Alors que le déficit de la balance des services s'est légèrement réduit (-3,5 Mds USD au 3^{ème} trimestre de 2022 après -3,7 Mds USD le trimestre précédent), tout comme celui de la balance des revenus secondaires (-4,5 Mds USD après -4,9 Mds USD), la détérioration du solde courant s'est principalement expliquée

par le passage du solde commercial des biens en territoire négatif (à près de -1,5 Md USD au 3^{ème} trimestre de 2022 après environ 449 MUSD le trimestre précédent).

Les exportations de biens (23,4 Mds USD) ont très légèrement baissé (- 0,3 % sur un an), en partie du fait de la chute des exportations minières (13,1 Mds USD ; - 12,4 %), surtout en lien avec la chute du cours de cuivre. Cette réduction des exportations de cuivre (56,0 % du total des exportations) n'a ainsi été que partiellement compensée par une hausse des exportations de produits de l'industrie manufacturière (9,4 Mds USD ; +26,2%).

Évolution du compte courant et de ses composantes (Md USD)



Sources : Banque centrale, SER Buenos Aires

De leur côté, les importations (24,9 Mds USD) ont été dynamiques (+ 10,7 % en glissement annuel), davantage du fait d'un effet prix (+ 15,7 %) qu'un effet volume (- 3,9 %). Les importations de biens intermédiaires ont très largement augmenté (15,1 Mds USD ;

+20,4 %), le Chili étant un importateur net d'énergie. Les importations de biens de consommation ont légèrement baissé (7,2 Mds USD ; - 4,0 %) via la contraction de la consommation de biens durables.

Par ailleurs, le compte financier a enregistré des entrées nettes de capitaux de 11,2 Mds USD, après environ 7,4 Mds USD le trimestre précédent. Celles-ci sont surtout dues à la baisse des avoirs de réserve de la Banque centrale de 7,0 Mds USD dans le cadre de son programme d'intervention sur le marché des changes lancé mi-juillet pour limiter la rapide dépréciation du peso chilien.

PARAGUAY

Le Paraguay adopte une nouvelle loi sur les marchés publics dans un objectif de transparence et de rationalisation de la dépense publique

Le 9 décembre, l'exécutif paraguayen a promulgué la Loi sur les approvisionnements et les marchés publics (Loi N°7021/2022). Cette loi a été qualifiée par la ministre du Secrétariat technique pour la planification du développement économique et social (STP), Viviana Casco, comme l'une des plus importantes en matière économique. Elle s'inscrit également dans un double objectif de rationalisation de la dépense publique et de transparence de l'action publique.

En effet, le Paraguay a effectué mi-novembre 2022 une demande de soutien au FMI au titre de l'ICPE (Instrument de coordination de la politique économique), qui a pour objectif d'accompagner le pays dans le pilotage de réformes structurelles. Une des conditions du programme convenues avec le Paraguay

est la rationalisation de la dépense publique, le pays ayant doublé sa dette en cinq ans, qui est passée de 19,8 % du PIB en 2017 à 39,3 % du PIB en 2022.

À travers cette loi, le pays vise à rationaliser la dépense publique en créant un système national d'approvisionnement public et en renforçant les divers contrôles du système de passation des marchés publics, tout en recherchant l'amélioration continue de ses procédures. Elle vise aussi à introduire des mécanismes innovants qui conduiraient à des marchés publics bien plus efficaces, notamment via des économies d'échelle. Un de ces mécanismes est l'établissement d'un système national d'approvisionnement qui est basé sur différentes étapes : planification (ce qui doit être acheté), lien avec le budget (comment cela sera payé), administration des biens ou des services (comment ce qui a été acheté est utilisé conformément au plan) et évaluation.

Cette loi s'inscrit ensuite dans un objectif de transparence de l'action publique, car si les évaluateurs du Groupe d'action financière d'Amérique latine (GAFILAT) ont constaté des progrès concernant la lutte contre la corruption, le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, des efforts sont nécessaires afin d'améliorer l'effectivité du cadre réglementaire.

Cela se traduit dans la loi adoptée par deux points importants. Le 1^{er} est l'inclusion des très petites, petites et moyennes entreprises (TPME). En effet, si elles représentent 98,0 % du secteur productif, seuls 8,5% des TPME sont des fournisseurs de l'État. Celles-ci seront priorisées dans certaines procédures de passation des marchés publics.

Le 2^{ème} concerne la transparence par rapport à l'utilisation des fonds publics. À ce titre, un accord de coopération a très récemment été conclu entre l'association Desarrollo en Democracia (DENDE) ainsi que la Direction nationale des marchés publics (DNCP) pour fournir aux citoyens une information sûre et fiable concernant les achats de biens et de services des organismes et entités publics.

URUGUAY

La croissance du PIB est restée dynamique au 3^{ème} trimestre de 2022 et les tensions sur les prix ont commencé à s'apaiser

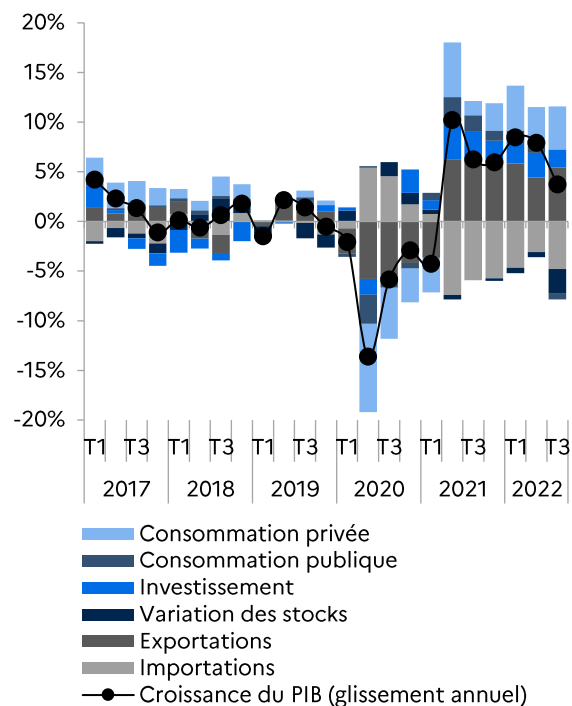
Au 3^{ème} trimestre de 2022, le PIB uruguayen a progressé de 3,7 % en glissement annuel. Restant dynamique, il marque tout de même une nette décélération par rapport aux deux trimestres précédents (avec + 7,9 % au 2^{ème} trimestre et + 8,5 % au 1^{er} trimestre).

La croissance du PIB sur le trimestre a été portée par la demande interne, comme en témoigne la progression des dépenses de consommation finale des ménages (+ 7,0 % après + 6,4 % le trimestre précédent) ainsi que l'investissement (+ 10,1 % après + 13,4 %). La consommation publique a, de son côté, reculé (- 4,5 % après + 4,7 %) du fait de la baisse des dépenses de santé. Par ailleurs, si les exportations ont fortement progressé (+ 18,9 % après + 15,3 %), ce fut également le cas des importations (+ 18,8 % après + 12,5 %).

Côté offre, les secteurs d'activité qui ont porté la croissance au 3^{ème} trimestre ont été le commerce (+ 10,8 %), ainsi que le secteur des transports et communications (+ 7,2 %) et le secteur de la construction (+ 8,4 %). Les

secteurs les moins dynamiques et qui ont, sur le trimestre, contribué négativement à la croissance, sont le secteur agricole (- 7,4 %) et l'industrie manufacturière (- 2,8 %).

Croissance du PIB et contributions des composantes de la demande



Sources : Banque centrale, SER Buenos Aires

En parallèle, l'inflation uruguayenne tend à ralentir, en baissant de 0,3 % sur le mois en novembre (après + 0,2 % en octobre et + 0,8 % en septembre). En glissement annuel, elle s'est établie à 8,5 % (après + 9,1 % en octobre et + 10,0 % en septembre), signe des effets de la politique monétaire restrictive portée par la Banque centrale (taux directeur à 11,25%). En cumulé depuis le début de l'année, l'inflation s'est élevée à 8,6 %, tandis que les anticipations d'inflation des agents économiques sont établies à 9,0 % en fin de période en 2022 et 7,0 % en 2023.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international